

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SG/Q1/KOR/2

22 mai 1997

(97-2127)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

NOTIFICATION DE LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 12:6 DE L'ACCORD

Réponses de la COREE aux questions posées par le CANADA¹

La Mission permanente de la Corée a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 30 avril 1997.

Question 1

Quelles sont les dispositions spécifiques des lois et réglementations notifiées par la Corée (G/SG/N/1/KOR/1 et G/SG/N/1/KOR/2) qui concernent les arrangements volontaires entre importateurs et exportateurs du secteur privé?

Réponse

La Corée a notifié (G/SG/N/1/KOR/1 et G/SG/N/1/KOR/2) les dispositions pertinentes de la Loi relative au commerce extérieur, du Décret d'application de ladite loi et de la Loi tarifaire, qui constituent ses lois et réglementations concernant les sauvegardes. La Corée croit comprendre que les Membres de l'OMC ne sont pas tenus de notifier leurs lois, réglementations et procédures administratives relatives aux mesures de la zone grise. Toutefois, il existait auparavant une disposition concernant la conclusion d'arrangements volontaires: l'article 47 de la Loi relative au commerce extérieur, qui a été abrogé en 1996.

Question 2

Quelles sont les dispositions spécifiques des lois et réglementations notifiées par la Corée (G/SG/N/1/KOR/1 et G/SG/N/1/KOR/2) qui régissent le pouvoir du gouvernement coréen de faire respecter ces arrangements volontaires entre importateurs et exportateurs du secteur privé?

Réponse

Il n'y a actuellement aucune loi ou réglementation régissant le pouvoir du gouvernement coréen de faire respecter les arrangements volontaires entre importateurs et exportateurs du secteur privé. Le gouvernement coréen ne s'occupe pas de l'exécution de ces arrangements.

¹G/SG/Q1/KOR/1.

Question 3

Le gouvernement coréen pourrait-il indiquer les dispositions de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes qui prévoient la conclusion d'arrangements volontaires entre importateurs et exportateurs du secteur privé?

Réponse

Les cinq arrangements concernant des mesures d'autolimitation des exportations que la Corée a notifiés au titre de l'article 12:7 de l'Accord sur les sauvegardes existaient avant la création de l'OMC. A l'évidence, l'Accord sur les sauvegardes ne prévoit pas la "conclusion" d'arrangements volontaires entre importateurs et exportateurs du secteur privé. La Corée a simplement notifié ces mesures au titre de l'article 12:7.